

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 14 avril 2017

**Adresse postale**

Services de l'État en Vaucluse

DREAL PACA

Unité Départementale de Vaucluse

84905 AVIGNON cedex 09

**Adresse physique**

DREAL PACA

Unité Départementale de Vaucluse

Cité Administrative

Bâtiment 1 - Porte A

Avenue du 7<sup>è</sup> Génie

84000 AVIGNON

**Affaire suivie par :**

Tél. : 04.88.17.89.33 – Fax : 04.88.17.89.48

N° S3IC : 64.01247 - P1

Réf. : D-0086-2017-UD84-Sub4

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.  
Société LAFARGE Granulats France SAS à Orange (84100).

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
pour la Protection de l'Environnement**

**Sommaire**

1 - Présentation de la société.....	2
2 - Sollicitation de la société.....	2
3 - Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées.....	4

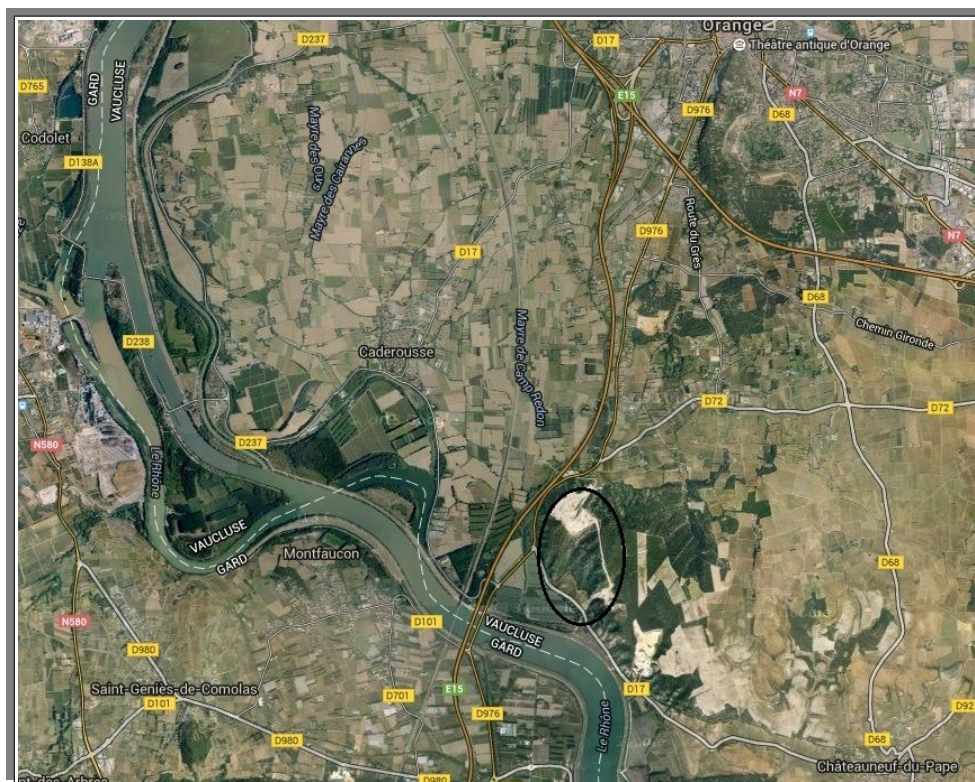
## **1 - PRESENTATION DE LA SOCIETE**

La société Lafarge Granulats France, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé 2, avenue Général de Gaulle à Clamart (92140), est autorisée à exploiter une carrière implantée lieux-dits " Le Lampourdier ", " Les Sept Combes ", " Maubuisson Est ", " Maubuisson Ouest " et " Auriac Est " sur le territoire de la commune d'Orange (84100).

Renseignements généraux sur la société :

Statut juridique : Société par actions simplifiée (SAS),  
N° de SIRET : 562 110 882 01393,

Registre de Commerce : Nanterre 562 110 882,  
Code APE : 0812Z.



Plan de situation

Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011248-0007 du 5 septembre 2011 complété par les deux arrêtés du 18 avril 2016.

## **1 - POUSSIÈRES ET VIGNES**

Le massif du Lampourdier présente un enjeu fort pour les carrières comme pour les viticulteurs, tous deux acteurs du massif.

Trois carrières exploitent le massif du Lampourdier : Delorme, Lafarge Granulats France et Société des Carrières Vauclusiennes (SCV). Les sociétés Delorme et Lafarge exploitent le massif depuis 1993 (leurs carrières sont mitoyennes) et SCV depuis 1972. Ces carrières permettent d'achalander pour une importante part le Nord Vaucluse et le bassin d'Avignon en granulats, notamment pour le BTP.

Les viticulteurs des appellations Châteauneuf-du-Pape et Côtes-du-Rhône ont accueilli avec de très fortes réserves les demandes de renouvellement de l'activité des carrières. Cette crainte était d'autant plus grande que le syndicat général des Côtes-du-Rhône a initié une démarche visant à promouvoir et protéger le paysage viticole, via la mise en place d'une charte paysagère.

Depuis 2010, les représentants des professionnels agricoles ont alors mené des actions juridiques et locales, dans le but d'empêcher l'activité des carrières.

La situation étant dans une impasse, le préfet de Vaucluse a initié, début 2016, une série de réunions d'échange et de concertation avec ces deux acteurs du Vaucluse. Ces réunions, portées par la DDT et la DREAL, ont permis de renouer le dialogue et d'aboutir à la signature, en présence du préfet de Vaucluse, le 9 février 2017, d'un protocole ayant pour objectif d'acter :

- l'arrêt de l'étude de retombées des poussières de carrières sur les vignes,
- l'abandon du contentieux par les viticulteurs,
- la création d'un groupe de travail sur la perception paysagère locale des carrières composé des carriers et des représentants des viticulteurs.

L'article 2 du protocole d'accord susmentionné précise que les deux parties se sont entendues sur le principe de l'abandon de l'étude sur l'impact des retombées de poussières sur les vignes imposée aux carrières qui sera acté par la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire, lorsque les autorisations préfectorales la prescrivent.

Par conséquent, il apparaît nécessaire de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2011248-0007 du 5 septembre 2011 complété, et notamment son article 11.5.

## **2 - CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique.

Toutefois, les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2011248-0007 du 5 septembre 2011 complété doivent être modifiées pour prendre en compte la suppression de l'étude de retombées des poussières de carrières sur les vignes

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport. La procédure à suivre est celle fixée à l'article R. 181-45 de la partie réglementaire du code de l'environnement qui prévoit la possibilité de consulter la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.

L'inspecteur de l'Environnement